



Franchises médicales, retraites, notre protection sociale est en danger : nous nous sommes battus pour la gagner, nous nous battons pour la garder !

La réforme des régimes spéciaux de retraite et l'instauration des franchises médicales que le gouvernement veut imposer sont deux volets d'une même politique résolument antisociale : celle qui veut détruire l'ensemble des dispositifs de solidarité entre les salariés, pour y substituer le chacun pour soi et, surtout, le chacun selon ses moyens. Sous Sarkozy, décidément, il vaudra mieux être riche ou bien portant...

Sarkozy, ses ministres, les médias nous mentent !

La sécurité sociale, un gouffre financier ?

L'instauration des franchises médicales, la suppression des régimes spéciaux de retraite permettraient de faire des économies. La population vieillit, la médecine moderne coûte cher. Or la Sécurité Sociale est « en déficit » et la France est « en faillite ». Il faudrait donc que les salariés, les retraités, les malades fassent un petit effort !

Mensonge :

Il n'y aurait pas de « trou de la sécu » si le gouvernement payait ses dettes et cessait d'exonérer les entreprises de cotisations sociales (à hauteur de 23 milliards !) indûment appelées « charges ». Il creuse donc lui-même les déficits et invite sans vergogne les salariés à les combler !

Ainsi, seule la casse de l'emploi et du service public ferroviaire est responsable de la dégradation des régimes de retraite des cheminots.

Plus généralement, une baisse sensible du chômage suffirait à renflouer les caisses de la Sécu.

De plus, les réformes envisagées seront économiquement inefficaces : La réforme des régimes spéciaux de retraite représenterait une économie de 0,1 % du total des retraites versées en France ! Les franchises médicales, quant à elles, peuvent entraîner à terme un accroissement des dépenses, les malades différant le recours aux soins, faute de moyens financiers, favorisant ainsi le développement et l'aggravation des pathologies.

Une réforme pour plus d'égalité et moralement nécessaire ?

Nos gouvernants prétendent vouloir sauver notre système de protection sociale au nom de la solidarité et de l'équité ! Les citoyens les plus vulnérables seraient dispensés de franchises. Pour les autres, la contribution serait plafonnée à 50 € par an. On ne pourrait donc pas parler d'injustice ! Par contre l'abolition des régimes spéciaux ne serait que justice ! Selon eux, les agents du public notamment les cheminots et les traminots seraient hyperprivilegiés.

Mensonge :

Les franchises sont socialement injustes. Du forfait hospitalier au forfait par consultation, en passant par les dépassements d'honoraires, ce qui reste à payer par le malade peut atteindre jusqu'à 1 000 € par an. Ce n'est pas à la portée de tout le monde ! Et les franchises soi disant plafonnées sont appelées à augmenter.

Les agents du public ne sont pas des privilégiés, les fiches de paie et le montant des pensions en témoignent. Qui sait par exemple que le taux de cotisation des cheminots est de 40,25 % contre 26,05 % dans le secteur privé ? Les régimes spéciaux sont seulement un obstacle à une nouvelle dégradation du régime général. Le Medef réclame déjà le passage du départ à la retraite à 62 ans et les 42 annuités, et cela pour tous !

En fait de solidarité, nos gouvernants ont fait le choix de la division, livrant à la vindicte populaire les agents du public, culpabilisant les malades sous prétexte de les responsabiliser.

La vérité sort de la bouche du Medef. L'ancien n°2 de cette organisation, Denis Kessler, vient de résumer clairement les objectifs du patronat, repris par Sarkozy : en finir avec tous les acquis sociaux de 1945, « *défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance (CNR)* » Leurs premières cibles sont la Sécurité sociale et les retraites car ils veulent récupérer l'argent de la Sécu (qui échappe encore à la loi du profit) et l'épargne des salariés, en développant les assurances privées et les retraites par capitalisation.

Relevons le défi, déjouons les divisions recherchées par le pouvoir, refusons tout nivellement par le bas. Seule alternative : préserver, améliorer, étendre le système de santé et de protection sociale conçu à la Libération par le CNR, fondé sur la solidarité entre les salariés, entre les générations, entre les malades et les bien portants...

Premiers signataires : ATTAC, les Etats Généraux de la Santé et de l'Assurance Maladie Rennais, UGFF-CGT, CNT, FSU, UNEF, SLB Skol-Veur, Solidaires, Alternative Libertaire, LCR, Les Verts

**La protection sociale est en danger :
défendons-la !**

**4 heures pour la Sécu
mercredi 21 novembre 2007
de 18h à 22h, salle de la Cité**

(métro Sainte Anne)

avec la participation de Bernard Friot

(professeur de sociologie à l'Université de Paris X – Nanterre, IDHE)

18h : forums

**Pourquoi
et comment
la Sécurité
Sociale
a-t-elle été
créée ?**

**Franchises
médicales
ou solidarité :
quelle politique
de santé
voulons-nous ?**

**Retraites :
pourquoi cet
acharnement
à les
démanteler ?**

20h : débat introduit par Bernard Friot

22h : Concert